



Liberté - Égalité - Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DU NORD

Préfecture du Nord

Direction
des politiques publiques

Bureau des installations classées
pour la protection de l'environnement

Réf : DiPP-Bicpe/NP

**Arrêté préfectoral Imposant à la SOCIETE CANELIA
PETIT FAYT BEURRE des prescriptions
complémentaires pour la poursuite d'exploitation de
son établissement situé à PETIT-FAYT**

Le Préfet de la région Nord - Pas-de-Calais
Préfet du Nord
Officier de la légion d'Honneur
Commandeur de l'ordre national du Mérite

Vu la directive 2000/60/CE du 23 octobre 2000 établissant un cadre pour une politique communautaire dans le domaine de l'eau (DCE) ;

Vu le code de l'environnement et notamment son article R512-28 ;

Vu les différents actes administratifs et notamment l'arrêté préfectoral du 6 juin 2008 modifié autorisant la société CANELIA PETIT-FAYT BEURRE – siège social et adresse de l'établissement : 49 rue du Village, BP 7 à poursuivre l'exploitation de ses activités à PETIT-FAYT ;

Vu l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

Vu les données sur la qualité des masses d'eau figurant dans le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) Artois Picardie, adopté en novembre 2009 ;

Vu les résultats d'autosurveillance des rejets aqueux transmis par l'exploitant au titre des années 2008 à 2014 ;

Vu le rapport du 15 octobre 2014 de la directrice régionale de l'environnement, de l'environnement, de l'aménagement et du logement, par intérim, chargée du service d'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'avis émis par le conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques du Nord lors de sa séance du 20 janvier 2015 ;

.../...

Considérant l'objectif de respect des normes de qualité environnementale dans le milieu aquatique en 2015 fixé par la directive 2000/60/CE ;

Considérant que l'établissement rejette ses effluents, après traitement dans sa station interne, dans la masse d'eau Helpe Mineure, de code SANDRE B2R25, en mauvais état écologique, déclassée pour le paramètre Phosphore, dont l'objectif de bon état écologique a été fixé à 2021 ;

Considérant que l'analyse des résultats d'autosurveillance de l'établissement des derniers mois montre qu'un abaissement des valeurs limites d'émission des rejets aqueux n'est pas envisageable avec le traitement mis en place actuellement ;

Considérant qu'il convient que les prescriptions applicables à l'établissement tiennent compte notamment, d'une part, de l'efficacité des meilleures techniques disponibles et de leur économie, d'autre part, de la qualité, de la vocation et de l'utilisation des milieux environnants ainsi que de la gestion équilibrée de la ressource en eau. Ces prescriptions doivent comprendre des valeurs limites d'émissions fondées sur les meilleures techniques disponibles, au sens de la directive 2010/75/UE du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles (prévention et réduction intégrées de la pollution) – Directive IED - sans prescrire techniques de l'installation concernée et son implantation géographique,
Sur la proposition du secrétaire général de la préfecture du Nord,

ARRETE

Article 1 - Objet

La Société CANELIA PETIT FAYT BEURRE dont le siège social est situé à PETIT-FAYT (59244), 49 rue du village BP 7 est tenue de respecter pour le site exploité à la même adresse les modalités du présent arrêté préfectoral complémentaire.

Article 2 - Eude technico-économique

L'exploitant remettra dans un délai de 6 mois, à compter de la notification du présent arrêté, une étude technico-économique afin d'identifier les actions à réaliser pour atteindre le niveau de performance de rejet en phosphore dans le milieu naturel provenant de son établissement visé dans le BREF Industries agro-alimentaires et laitières qui regroupe les Meilleures Techniques Disponibles identifiées pour ce secteur. Ce niveau de performance avant rejet au milieu naturel est de 0,4 à 5 mg/l soit pour le débit maximal de 1 400 m³/j fixé dans l'arrêté du 06.06.2008 un flux de 0,56 à 7 kg/j.

Le rejet final s'effectuant dans une masse d'eau actuellement en mauvais état écologique pour le paramètre Phosphore et dont l'objectif d'atteinte du bon état est fixé à l'année 2021. L'objectif de l'étude est de définir les moyens permettant de rejeter moins de 0.56 kg/j de phosphore au milieu final.

Article 3 : Sanctions

Les infractions ou l'inobservation des conditions légales fixées par le présent arrêté entraîneront l'application des sanctions pénales et administratives prévues par le titre 1^{er} du livre V du Code de l'Environnement.

.../...

Article 4 : Voies et délais de recours

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours auprès du tribunal administratif de LILLE :

- par l'exploitant dans un délai de deux mois à compter de sa notification ;
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts visés à l'article L511-1 du Code de l'environnement, dans un délai d'un an à compter de la publication ou l'affichage de cette décision.

Article 5 : Décision et notification

Le secrétaire général de la préfecture du Nord et le Sous-Préfet d'Avesnes-sur-Helpe sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant et dont copie sera adressée :


- au maire de PETIT-FAYT,
- à la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement, par intérim, chargée du service d'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement,

En vue de l'information des tiers :

- un exemplaire du présent arrêté sera déposé à la mairie de PETIT-FAYT et pourra y être consulté ; un extrait de l'arrêté énumérant notamment les prescriptions auxquelles les installations sont soumises sera affiché à la mairie de PETIT-FAYT pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités sera dressé par les soins du maire,
- le même extrait sera affiché en permanence de façon visible dans l'établissement par les soins de l'exploitant, ainsi que sur le site internet de la Préfecture du Nord (www.nord.gouv.fr rubrique ICPE – Autre ICPE : agricoles, industrielles, etc – prescriptions complémentaires).

Fait à Lille, le 17 FEV. 2015

Pour le préfet, délégation
Le Secrétaire Général Adjoint


Guillaume THIRARD

